

NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS DES AIDES A LA CONVERSION A L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

ADOPTÉE LE 15 AVRIL 2022

MESURE 11 DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT RURAL LANGUEDOC-ROUSSILLON & MIDI-PYRENEES

CAMPAGNE 2022

SOMMAIRE DE LA NOTICE

1. Objectifs de la mesure
2. Montants de la mesure
3. Durée de l'engagement
4. Conditions spécifique d'éligibilité à la mesure
5. Le cahier des charges de la mesure et le régime de contrôle et de sanction
6. Contenu minimal des documents justificatifs à fournir
7. Précisions sur les cultures éligibles à chaque catégorie
8. Traitement de l'information
9. Coordonnées du service instructeur

IMPORTANT

La présente notice complète la *Notice nationale d'information sur les aides en faveur de l'agriculture biologique, et sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) 2015-2020*, disponible sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en agriculture biologique.

Pour vous engager en 2022 en agriculture biologique, vous devez obligatoirement renseigner dans TéléPAC, les écrans correspondants, avant la date limite de télédéclaration des dossiers PAC pour 2022.

Si vous souhaitez des précisions, contactez la DDT(M), service instructeur de cette mesure.

1 – OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à accompagner les agriculteurs engagés en agriculture biologique, en compensant tout ou partie des surcoûts liés à l'adoption des pratiques et des méthodes de production de l'agriculture biologique. Elle est ouverte sur l'ensemble de la région et ne fait l'objet d'aucun zonage.

La mesure de **conversion à l'agriculture biologique** est accessible aux exploitants dont les surfaces sont en première ou en deuxième année de conversion.

2 - MONTANTS DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide vous sera versée annuellement par hectare de surface engagée, pendant la durée de l'engagement. Les montants d'aide par hectare varient en fonction de la nature du couvert engagé.

Catégorie de couvert	Montants d'aide (€/ha/an)
	Conversion
Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage	44
Prairies (temporaires, à rotation longue, permanentes) associées à un atelier d'élevage	130
Cultures annuelles : grandes cultures et prairies artificielles implantées avec au moins 50 % de légumineuses Semences de céréales/protéagineux et semences fourragères*	300
Viticulture (raisins de cuve)	350
PPAM 1 (aromatiques et industrielles)	350
Cultures légumières de plein champ	450
Maraîchage et arboriculture PPAM 2 (autres PPAM) Semences potagères et semences de betteraves industrielles*	900

* Production de semences pour la commercialisation ou l'expérimentation

Le maraîchage correspond à la succession d'au moins deux cultures annuelles sur une parcelle ou sous abris hauts. La culture légumière de plein champ correspond à une culture annuelle de légumes.

À l'échelle de l'exploitation, le montant d'aides maximal qui pourra être versé annuellement pour chaque type d'opération est déterminé sur la base de l'assolement déclaré en première année d'engagement. Les années suivantes, compte tenu des rotations mises en oeuvre au sein des parcelles engagées, le montant d'aide versé pourra éventuellement être ajusté en fonction des couverts implantés, mais ne pourra pas dépasser le montant d'aides maximal déterminé la première année.

Le montant minimum des paiements annuels par bénéficiaire s'élève à 300 € par dossier. Si ce montant minimum n'est pas atteint, l'engagement dans la mesure n'est pas accepté.

Par ailleurs, les co-financeurs nationaux peuvent fixer des montants maximums par bénéficiaire pour leurs crédits. Pour les crédits du Ministère de l'agriculture, le montant d'aide maximum par bénéficiaire est indiqué par arrêté préfectoral.

Les crédits des Agences de l'eau sont mobilisés selon les modalités d'intervention propres à chaque Agence de l'eau (Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée-Corse, Loire-Bretagne).

Contrôles spécifiques relatifs aux couverts déclarés :

- **Prairies artificielles composées d'au moins 50 % de légumineuses à l'implantation** : la vérification du respect de la part minimale de légumineuses dans le mélange s'effectuera en contrôle sur place sur la base des factures d'achat de semences. La présence de légumineuses sur la parcelle devra également pouvoir être vérifiée en contrôle visuel.

Ce type de couvert peut être engagé dans la catégorie "cultures annuelles" uniquement s'il entre dans une rotation avec des grandes cultures au cours de l'engagement. Autrement dit, un couvert de grandes cultures doit être implanté au moins 1 fois sur la parcelle au cours de l'engagement. Dans le cas contraire, ce type de couvert doit être engagé dans la catégorie "Prairies associées à un atelier d'élevage".

Pour la campagne 2022, les parcelles déclarées en "légumineuses fourragères" et "mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins" seront associées par défaut à la catégorie de couvert "Prairies associées à un atelier d'élevage". Si vous souhaitez engager ces parcelles dans la catégorie "cultures annuelles", vous devez le préciser lors de votre demande d'aide (**cf p.10**).

- **Semences** : si vous demandez à bénéficier de l'aide pour des semences, vous devez joindre à votre demande d'aide une **copie du contrat de production avec une entreprise semencière** ou d'une **convention d'expérimentation** le cas échéant. Si vous êtes dans l'impossibilité de fournir ce document à la date du 16 mai 2022, vous devrez compléter votre demande d'aide en transmettant cette pièce justificative

au service instructeur au plus tard le 15 septembre 2022.

- **Jachère** : la jachère n'est autorisée sur chaque parcelle qu'une fois au cours des 5 années de l'engagement, quel que soit le couvert déclaré en 1^{ère} année d'engagement.

Remarque : cumul avec le crédit d'impôt

Le cumul avec le crédit d'impôt est possible sous réserve que le montant résultant de la somme des aides perçues et de ce crédit d'impôt n'excède pas 4 000 €/an. Pour le calcul du crédit d'impôt des GAEC, les montants sont multipliés par le nombre d'associés dans la limite de 4. Le bénéfice du crédit d'impôt est par ailleurs subordonné au respect des règles sur les aides *de minimis*.

3 - DUREE DE L'ENGAGEMENT

Lorsque vous demandez à bénéficier d'une **aide à la conversion**, vous vous engagez à respecter le cahier des charges de la mesure **pendant 5 ans**.

4- CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

4.1. Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En complément des **conditions d'éligibilité générales relatives aux MAEC et à l'agriculture biologique, rappelées dans la Notice nationale d'information sur les aides en faveur de l'agriculture biologique et sur les MAEC 2015-2020**, vous devez respecter certaines conditions spécifiques à la mesure. Ces conditions spécifiques sont exposées ci-après.

Par ailleurs, seuls les demandeurs correspondant à des "agriculteurs actifs" au sens de l'article 9 du règlement (UE) n°1307/2013 sont éligibles aux aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique. Se reporter à la *Notice explicative du formulaire de justification du caractère "agriculteur actif"*, pour davantage de précisions sur les pièces justificatives à joindre à votre demande d'aide le cas échéant.

4.1.1. Si vous engagez des surfaces en Arboriculture, vous devez respecter des exigences minimales d'entretien chaque année de votre engagement

Afin de cibler les systèmes productifs exploités dans un but commercial, les densités minimales suivantes doivent être respectées :

- Vergers productifs (hors vergers de fruits à coque et châtaigneraies) : 80 arbres/hectare
- Vergers de fruits à coque :
 - Noisetiers : 125 arbres/ha
 - Amandes, noix, pistaches : 50 arbres/ha
 - Caroubes : 30 arbres/ha
- Châtaigneraies : 50 arbres/ha **ou** justifier d'une production minimale de 800 kg/ha/an (sur présentation d'un contrat de vente lors du contrôle sur place)

4.1.2. Si vous engagez des surfaces dans les catégories "Prairies" ou "Landes, estives, parcours", un taux minimal de chargement doit être respecté

Le taux de chargement est calculé sur la base du nombre d'animaux convertis en UGB rapportés au nombre d'hectares engagés dans les catégories "Prairies associées à un atelier d'élevage" et/ou "Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage" en première année d'engagement.

Le seuil minimal à respecter est de **0,1 UGB par hectare** de surface engagée pour le PDR Languedoc-Roussillon et de **0,2 UGB par hectare** de surface engagée pour le PDR Midi-Pyrénées.

4.2. Conditions relatives aux surfaces engagées

Pour l'opération de conversion à l'agriculture biologique, sont éligibles les **surfaces en 1^{ère} ou 2^{ème} année de conversion***, et qui n'ont pas déjà bénéficié d'une aide à la conversion ou au maintien de l'agriculture biologique au cours des 5 années précédant la demande.

** Soit une date de début de conversion comprise entre le 16 mai 2020 et le 16 mai 2022.*

L'ensemble de vos obligations doit être respecté à compter du 16 mai 2022.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Lorsque l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Reportez-vous à la *Notice nationale d'information sur les aides en faveur de l'agriculture biologique et sur les MAEC 2015-2020* pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

*Rappel : pour certains couverts (**semences, prairies artificielles implantées avec au moins 50 % de légumineuses**), les pièces justificatives à fournir pour vérifier l'éligibilité de la demande sont précisées à la section **2. Montants de la mesure**.*

Conformément à la réglementation européenne, en cas de modification des normes et exigences ou obligations réglementaires ou pour permettre l'adaptation du cadre au réglementaire de la période de programmation suivante, une clause de révision pourra être appliquée.

Obligations du cahier des charges A respecter pour chaque type d'opération (conversion et maintien) en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions			
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Gravité de l'anomalie	Etendue	Durée	Répétition
Respecter le cahier des charges de l'agriculture biologique sur l'ensemble des parcelles engagées.	Documentaire	* Copie des documents justificatifs délivrés par l'organisme certificateur permettant de vérifier la cohérence entre les surfaces demandées à l'aide et les surfaces certifiées par l'OC	Principale	Totale	Réversible	Pour les anomalies réversibles, si le non-respect d'une obligation a déjà été établi au moins 3 années pour une aide à la conversion ou au maintien souscrite depuis 2007, le non-respect de l'obligation prend alors un caractère définitif.
Pour les surfaces engagées dans la catégorie "cultures annuelles", si une prairie artificielle implantée avec au moins 50 % de légumineuses est déclarée la 1 ^{ère} année de l'engagement, planter un couvert de grandes cultures sur la parcelle au moins 1 fois au cours de l'engagement.	Contrôle visuel du couvert	Néant	Principale	Totale	Définitive	
Pour les surfaces engagées dans la catégorie "Prairies associées à un atelier d'élevage" et "Landes, estives, parcours associées à un atelier d'élevage" : <ul style="list-style-type: none"> • à partir de la 3^{ème} année pour l'opération de conversion à l'agriculture biologique, • et dès la 1^{ère} année pour l'opération de maintien de l'agriculture biologique, le taux minimal de chargement doit être vérifié à partir des animaux convertis ou en conversion figurant sur le certificat de conformité délivré par l'organisme certificateur (1) .	Documentaire et comptage des animaux le cas échéant	* Registre d'élevage * Copie des documents justificatifs délivrés par l'organisme certificateur permettant de vérifier le nombre d'animaux convertis ou en conversion	Principale	Totale	Réversible	En cas de répétition (trois années ou plus) du non-respect du taux de chargement minimal, l'anomalie conservera son caractère réversible et ne sera pas définitive.

(1) Le taux de chargement est calculé sur la base des équivalences en UGB présentées dans le tableau ci-dessous.

Herbivore / Monogastrique	Catégorie	Taux de conversion en UGB
H	Bovins (taureaux, vaches et autres bovins) de plus de 2 ans et équidés de plus de 6 mois	1
H	Bovins entre 6 mois et 2 ans	0,6
H	Bovins de moins de 6 mois	0,4
H	Ovins et caprins de plus de 1 an	0,15
H	Lamas de plus de 2 ans	0,45
H	Alpagas de plus de 2 ans	0,30
H	Cerfs et biches de plus de 2 ans	0,33
H	Daims et daines de plus de 2 ans	0,17
M	Truies reproductrices >50 kg	0,5
M	Autres porcs	0,3
M	Poules pondeuses	0,014
M	Autres volailles et lapins	0,03

Le taux de chargement est calculé sur la base du nombre d'animaux convertis en UGB rapportés au nombre d'hectares engagés dans les catégories "Prairies associées à un atelier d'élevage" et/ou "Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage". Si vous demandez à bénéficier de l'aide à la conversion et de l'aide au maintien sur votre exploitation, le taux de chargement devra pouvoir être vérifié à la fois sur la base des surfaces engagées en conversion et sur la base des surfaces engagées en maintien.

Pour les bovins, le respect du taux de chargement minimal est contrôlé sur la base du nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant les 12 mois de la campagne PAC précédente. Ce nombre correspond à celui figurant en base de donnée nationale d'identification (BDNI).

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux considérés pour le calcul du taux de chargement sont ceux présents sur l'exploitation pour une durée minimale de 30 jours consécutifs incluant le 31 mars de l'année en cours. Pour ces animaux, comme pour les monogastriques, le nombre correspondant doit être déclaré sous telepac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

¹ Les chevaux de loisir (exemple : centre équestre) ne font pas l'objet d'une certification en agriculture biologique. Ainsi, les chevaux de loisir ne sont pas comptabilisés dans le taux de chargement calculé dans le cadre des aides à l'agriculture biologique.6

6 - CONTENU MINIMAL DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS A FOURNIR

• Documents justificatifs délivrés par l'organisme certificateur

Les documents délivrés par l'organisme certificateur doivent contenir, *a minima* :

- le nom et l'adresse du demandeur,
- le nom et l'adresse de l'organisme de contrôle,
- les différentes productions de l'exploitation et leur statut (production biologique, produits en conversion avec la date de début de conversion, et production non biologique le cas échéant),
- la surfaces des parcelles correspondantes,
- la période de validité du certificat.

Les données relatives aux productions certifiées ou en cours de conversion à l'agriculture biologique doivent être mises en ligne sur internet par certains organismes certificateurs. Dans ce cadre et pour des raisons de confidentialité, la surface des parcelles n'est pas indiquée sur le certificat de conformité de l'exploitation mais sur un autre document, appelé "attestation".

Il est donc nécessaire que le demandeur fournisse ces deux documents (le certificat de conformité et l'attestation), afin que la cohérence entre les surfaces demandées à l'aide et les surfaces certifiées par l'organisme certificateur puisse être vérifiée.

Vous devez joindre les documents délivrés par votre organisme certificateur à votre demande d'aides PAC. La date de validité des documents transmis doit inclure la date du 16 mai 2022.

Si vos parcelles sont converties depuis moins de deux ans et que vous êtes dans l'impossibilité de fournir ces documents à la date du 16 mai 2022, vous pouvez tout de même effectuer votre demande d'aides. Elle ne sera recevable que si vous transmettez les pièces justificatives demandées au plus tard le 15 septembre 2022.

¹ Les chevaux de loisir (exemple : centre équestre) ne font pas l'objet d'une certification en agriculture biologique. Ainsi, les chevaux de loisir ne sont pas comptabilisés dans le taux de chargement calculé dans le cadre des aides à l'agriculture biologique. 7

7 - PRECISIONS SUR LES CULTURES ELIGIBLES A CHAQUE CATEGORIE

Les correspondances entre les catégories de culture à utiliser pour la déclaration PAC et les catégories de couvert retenues pour le versement des aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Catégories de couvert pour les aides à l'agriculture biologique	Catégories de cultures correspondant à la liste des cultures à utiliser pour renseigner le descriptif des parcelles sous telepac
Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage	Dans la catégorie " Prairies ou pâturages permanents " : surfaces pastorales, bois pâturés, châtaigneraies et chênaies entretenues par des porcins ou des petits ruminants
Prairies (temporaires, à rotation longue, permanentes) associées à un atelier d'élevage	<p>Dans la catégorie "Prairies ou pâturages permanents" : Prairie en rotation longue, prairie permanente</p> <p>+ Cultures de la catégorie "surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins)"</p> <p>+ Cultures de la catégorie "fourrages"</p> <p>+ Cultures de la catégorie "légumineuses fourragères"</p>
Cultures annuelles : grandes cultures et prairies artificielles implantées avec au moins 50 % de légumineuses Semences de céréales/protéagineux et semences fourragères*	<p>Cultures des catégories "Céréales", "Oléagineux", "Protéagineux", "Cultures de fibres"</p> <p>+ Tabac</p> <p>+ Cultures de la catégorie "Légumineuses fourragères" si elles entrent dans une rotation avec des grandes cultures. au cours de l'engagement</p> <p>+ "Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins" dans la catégorie "Surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins)" si ces surfaces entrent dans une rotation avec des C.O.P. au cours de l'engagement</p> <p>Pour les semences : une coche spécifique est prévue</p>
Viticulture (raisins de cuve)	"Vigne : raisin de cuve" dans la catégorie "Arboriculture et viticulture"
PPAM 1 (aromatiques et industrielles)	Chardon Marie, Cumin, Carvi, Lavande, Lavandin, Psyllium noir de Provence
Cultures légumières de plein champ et betterave sucrière	<p>Cultures correspondantes dans la catégorie "Légumes et fruits"</p> <p>+ Cultures de la catégorie "Légumineuses"</p>
Maraîchage et arboriculture PPAM 2 (autres PPAM) Semences potagères et semences de betteraves industrielles*	<p>Cultures correspondantes dans la catégorie "Arboriculture et viticulture"</p> <p>PPAM 2 : toutes les PPAM n'appartenant pas à la catégorie PPAM 1</p> <p>Pour le maraîchage et les semences : une coche spécifique est prévue</p>

* Production de semences pour la commercialisation ou l'expérimentation

Attention : Pour la campagne 2022, les surfaces déclarées dans les catégories de culture suivantes seront engagées par défaut dans la catégorie de couvert "Prairies (temporaires, à rotation longue, permanentes) associées à un atelier d'élevage" :

- "Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins", relevant de la catégorie "Surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins)"
- Toutes les cultures appartenant à la catégorie "Légumineuses fourragères"

Si vous souhaitez engager ces parcelles dans la catégorie de couvert "Cultures annuelles", vous devez l'indiquer lors de votre demande d'aide.

Une coche spécifique est prévue sous telepac à cet effet.

Si vous engagez ces surfaces pour un montant d'aide correspondant à la catégorie "cultures annuelles", vous vous engagez à implanter un couvert de grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux) au moins une fois au cours de votre engagement.

8- TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt, l'Agence de Services et de Paiement, les agences de l'eau et la Région Occitanie, autorité de gestion du FEADER. Conformément à la loi «informatique et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT(M) du siège de votre exploitation.

9- COORDONNEES DU SERVICE INSTRUCTEUR

DDTM de l'Aude <i>Unité Aides Directes de la Politique Agricole Commune (UADPAC)</i>	105, Boulevard Barbès CS 40001 11838 Carcassonne Cedex 9 Tél : 04 68 10 31 00 (standard)
DDT de l'Ariège	10 Rue des Salenques BP 10102 09007 FOIX CEDEX Tél.: 05 61 02 15 56
DDT de l'Aveyron	ZAC de Bourran - 9 rue de Bruxelles BP 3370 12033 RODEZ CEDEX 9 Tél.: 05 65 73 51 80 - 05 65 73 50 19
DDTM du Gard <i>Unité Agro-Ecologie</i>	89, rue Wéber CS 52002 30907 Nîmes Cedex 2 Tél. : 04 66 62 63 77
DDT de la Haute-Garonne	Cité Administrative - Bât. A Boulevard Armand Duportal BP 70001 31074 TOULOUSE CEDEX 9 Tél.: 05 61 10 60 47
DDT du Gers Unité agro-environnement Mail : ddt-rdr-surf@gers.gouv.fr Tél.: 05 62 61 47 47 choix 5 du lundi au vendredi de 9h à 12h	19 Place de l'Ancien Foirail BP 342 32007 AUCH
DDTM de l'Hérault	Bâtiment Ozone 181, Place Ernest Granier

	CS 60556 34064 Montpellier Cedex 2 Tél. : 04 34 46 60 67
DDT du Lot <i>Unité Agri-Environnement et Contrôles</i>	Cité Administrative 127, quai Cavaignac 46009 CAHORS CEDEX Tél.: 05 65 23 61 75 - 05 65 23 61 16
DDT de la Lozère	4, Avenue de la Gare BP 132 48005 Mende Cedex Tél.: 04 66 49 45 27 - 04 66 49 45 46
DDT des Hautes-Pyrénées <i>Unité Aides Directes ICHN-MAEC</i>	3 rue Lordat - BP 1349 65019 TARBES CEDEX 9 <i>Tél.: 05 62 51 41 16 - 05 62 51 40 85</i>
DDTM des Pyrénées-Orientales	2, rue Jean Richepin BP 50909 66020 Perpignan Cedex Tél.: 04 68 51 95 98
DDT du Tarn	Cité Administrative 19 rue de Ciron 81013 ALBI CEDEX 9 Tél.: 05 81 27 50 01
DDT du Tarn-et-Garonne	2 quai de Verdun BP 775 82013 MONTAUBAN CEDEX Tél.: 05 63 22 24 91 - 05 63 22 24 74